

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 380 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance
Prix du Numéro par porteur ou par Poste :					La ligne 80 frs
Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs					Minimum 250 frs
Etranger : Port en sus					Chaque annonce répétée : moitié prix :
					Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1979

- 12 juin — Ordonnance n° 79/18 portant autorisation de garantie de l'Etat à une avance de la banque togolaise de développement (B.T.D.). 347
- 12 juin — Ordonnance n° 79/19 portant définition et répression de l'usure et fixation du taux d'intérêt légal. 347
- 12 juin — Ordonnance n° 79/20 autorisant la ratification de la convention de Dakar portant création de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (A.S.E.C.N.A.), signé à Dakar le 25 octobre 1974. 348
- 12 juin — Ordonnance n° 79/21 autorisant ratification de la convention portant création et statuts du fonds de garantie et de coopération de l'OCAM signée à Kigali le 10 février 1977. 349

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

- Arrêts et décisions portant titularisation, intérim, désignation de chefs de villages et nominations de secrétaires de chefs de canton. 349

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1979

- 26 mars — Décision n° 417/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du R.P.T. ... 350
- 27 mars — Décision n° 420/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du Rassemblement du Peuple Togolais pour l'année 1979. 351
- 28 mars — Décision n° 427/MFE/CAB portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la société Gastonégre à son compte ouvert à l'U.T.B. Lomé. 351
- 28 mars — Décision n° 428/MFE/CAB portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de la UAC-Togo à Lomé. 351
- 28 mars — Décision n° 429/MFE portant création d'une commission. 350
- 28 mars — Décision n° 437/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du groupement togolais des assurances (G.T.A.) à Lomé 351
- 4 avr. — Décision n° 469/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du groupement togolais d'assurances (G.T.A.) à Lomé. 351
- 4 avr. — Décision n° 474/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du groupement togolais d'assurances (G.T.A.) à Lomé. 351
- 4 avr. — Décision n° 475/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la société togolaise de navigation maritime (SOTONAM). 352
- 10 avr. — Décision n° 512/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au comptable de la Présidence de la République. 352
- 10 avr. — Décision n° 515/MFE/FO portant autorisation de virement d'une somme au profit de la direction de la maison du R.P.T. 352
- 10 avr. — Décision n° 516/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du bureau africain et mauricien de recherches et d'études législatives (BAMREL). 352
- 16 avr. — Décision n° 530/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au nom de M. Konaté Kpelon. 352

16. avr. — Décision	no 559/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au nom du trésorier-payeur.	352
18. avr. — Décision	no 561/MFE/MENRS accordant une subvention aux établissements de l'enseignement confessionnel des deuxième et troisième degré pour l'année scolaire 1978-1979.	356
20. avr. — Décision	no 577/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'institut international du froid (I. I. F.)	352
20. avr. — Décision	no 580/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'école africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme.	352
20. avr. — Décision	no 584/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).	353
20. avr. — Décision	no 590/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'école africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme	353
25. avr. — Décision	no 606/MFE/FCS portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre du développement rural.	353
26. avr. — Décision	no 608/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du R.P.T.	353
30. avr. — Décision	no 622/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'office national du tourisme.	353
3. mai — Décision	no 641/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'EDITOGO.	353
3. mai — Décision	no 642/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).	353
3. mai — Décision	no 644/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'association des musiciens et artistes de la chanson togolaise (AMACTO).	353
3. mai — Décision	no 646/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture.	353
3. mai — Décision	no 647/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'international télécommunications satellite organisation.	354
3. mai — Décision	no 649/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du trésorier-payeur.	354
3. mai — Décision	no 667/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au directeur de cabinet du président de la République.	354
4. mai — Décision	no 671/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre d'éducation ouvrière du Togo (C.E.O.T.)	354
10 mai — Décision	no 690/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au directeur de cabinet du président de la République.	354
11 mai — Décision	no 698/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre de la construction et du logement.	354
16 mai — Décision	no 715/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au centre régional de formation pour l'équipement routier (CERFER)	354
16 mai — Décision	no 716/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministre du travail et de la fonction publique.	355
31 mai — Décision	no 767/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministre du travail et de la fonction publique.	355
5 juin — Décision	no 781/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la J.R.P.T.	355
5 juin — Décision	no 788-bis/MFE/FCS accordant subvention.	356
5 juin — Décision	no 789/MFE/FCS accordant subvention.	356
11 juin — Décision	no 801/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'institut international des assurances de Yaoundé (I.I.A.Y.).	355
11 juin — Décision	no 804/MFE/FCS accordant subvention.	357

11 juin — Décision	no 805/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au comptable de la présidence	355
11 juin — Décision	no 810/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'ambassadeur du Togo à Paris.	355
11 juin — Décision	no 811/MFE/FCS accordant subvention.	357
11 juin — Décision	no 812/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la BCEAO à Cotonou (R. P. B.)	355
12 juin — Décision	no 815/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut africain et mauricien de bilinguisme (I.A.M.B.).	355
15 juin — Décision	no 830/MFE portant autorisation de paiement d'une somme au nom de la société ivoirienne de télécommunications.	356
15 juin — Décision	no 831/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat administratif du R.P.T.	356
15 juin — Décision	no 836/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation africaine et mauricienne (OCAM)	356
13 juin — Arrêté	interministériel no 4/MFE/MCT portant création d'une taxe sur les marchandises importées ou exportées au profit de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.	350
Décisions	portant nominations.	357

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décision	portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, détachement, constatation d'absence irrégulières, révocation, rappel à l'activité et admission à la retraite.	357
---------------------	---	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décisions	portant nominations.	363
-----------	----------------------	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1979		
5 juin — Arrêté	no 24/MENRS portant organisation, fonctionnement et attributions de la direction de la formation permanente de l'action et de la recherche pédagogique	364
Arrêté	portant nomination et rectificatif à un précédent arrêté portant nomination.	366

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Décision	portant nomination.	366
----------	---------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DES MINES ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES 1979

12 juin — Arrêté	no 5/MIMREH/DMG-SEC portant autorisation d'installation d'un dépôt d'explosifs de 3 ^e catégorie à Tabligbo par la société des ciements de l'Afrique de l'Ouest (CIMAQ).	366
------------------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titre foncier	366
--------------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

Ordonnance N° 79-18 du 12 juin 1979 portant autorisation de garantie de l'Etat à une avance de la Banque Togolaise de Développement (BTD)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu la loi n° 60-29 du 5 août 1960 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 77-53 du 29 décembre 1977 ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la garantie de l'Etat à accorder sous forme d'aval à une avance consentie par la banque togolaise de développement, à la société industrielle de préparation de pâtes alimentaires (SIPAL) :

Avance de quarante cinq millions (45.000.000) de francs CFA, ayant servi au financement partiel d'un programme de construction et d'équipement d'une usine de pâtes alimentaires.

Art. 2. — A cette fin un accord de garantie sera signé entre le ministre des finances et de l'économie représentant le président de la République et la banque togolaise de développement.

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 12 juin 1979

Gal d'Armée G. EYADEMA

Ordonnance N° 79-19 du 12 juin 1979 portant définition et repression de l'usure et fixation du taux d'intérêt légal.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu la délibération du conseil des ministres de l'union monétaire ouest africaine du 18 septembre 1978 ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Titre I — De l'Usure

Article premier — Constitue un prêt usuraire tout prêt ou toute convention dissimulant un prêt d'argent consenti, en toute matière, à un taux effectif global

excédant, à la date à laquelle il est stipulé, de plus de deux tiers le taux maximum des intérêts débiteurs que les banques sont autorisées à appliquer à leurs concours.

Art. 2. — Le taux effectif global est librement débattu entre l'emprunteur et le prêteur sous réserve de respecter le plafond fixé à l'article 1er : il doit être fixé par écrit.

Art. 3. — Le taux effectif global d'intérêt conventionnel est le taux d'intérêt calculé en tenant compte de l'amortissement de la créance et auquel s'ajoutent les frais, les rémunérations de toute nature, y compris ceux payés à des intermédiaires intervenus de quelque manière que ce soit dans l'octroi du prêt.

Toutefois n'entrent pas dans le calcul du taux effectif global d'intérêt les impôts et taxes payés à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution du contrat.

Art. 4. — Le taux plafond tel que défini à l'article 1er et au-delà duquel le délit d'usure est constitué, peut, être majoré, pour certaines catégories d'opérations qui, en raison de leur nature, comportent des frais fixes élevés, de perceptions forfaitaires dont le montant sera fixé par le ministre des finances après avis de la banque centrale.

Art. 5. — Les crédits accordés à l'occasion de ventes à tempérament sont, pour l'application du présent texte, assimilés à des prêts conventionnels et de ce fait soumis aux dispositions de l'article 1er.

Art. 6. — En cas de prêt sur des denrées ou autres choses mobilières et dans les opérations de vente ou de troc à crédit, la valeur des choses remises ou le prix payé par le débiteur, en principal et accessoires, ne pourra excéder la valeur des choses reçues d'un montant supérieur à celui correspondant au taux d'intérêt maximum fixé à l'article 1er.

Titre II — De la prévention de l'usure

Art. 7. — Tous les actes de prêt d'argent, les actes de prêt de denrées ou autres choses mobilières doivent être soumis au visa du chef de circonscription administrative ou du chef de poste administratif ou du maire de la commune ou de leurs adjoints du domicile ou de la résidence de l'une des parties au contrat.

Toutefois les banques et les établissements financiers agréés sont dispensés de soumettre à ce visa tous leurs actes se rattachant à leurs opérations professionnelles.

Art. 8. — Le visa a pour but de certifier que par devant l'autorité compétente :

- 1 — les signatures des parties ont été échangées ;
- 2 — les espèces ont été comptées ;
- 3 — la somme ainsi transférée correspond à celle mentionnée dans l'acte sous seing privé ;
- 4 — les quantités ou les nombres ont été reconnus.

La convention soumise au visa doit également mentionner le capital prêté, le taux d'intérêt et la durée du prêt.

Titre III — Des sanctions pour usure

Art. 9. — Toute convention de prêt d'argent, sauf l'exception prévue à l'article 7 alinéa 2, toute convention de prêt de denrées ou autres choses mobilières non revêtue du visa prescrit est nulle de nullité relative.

Sauf stipulation expresse contraire insérée au contrat le débiteur pourra se libérer partiellement ou totalement avant le terme fixé.

Art. 10. — Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 50.000 à 5.000.000 de F. CFA ou de l'une de ces peines seulement, quiconque aura consenti à autrui un prêt usuraire ou apporté sciemment, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement son concours à l'obtention ou à l'octroi d'un prêt usuraire.

En cas de récidive, le maximum de la peine sera porté à cinq ans d'emprisonnement et à 15.000.000 de F. CFA d'amende.

Art. 11. — Outre les peines fixées par l'article précédent, le tribunal peut ordonner :

1 — la publication de sa décision aux frais du condamné dans les journaux qu'il désigne, ainsi que sous toute forme qu'il appréciera ;

2 — la fermeture provisoire ou définitive de l'entreprise qui s'est livrée ou dont les dirigeants se sont livrés à des opérations usuraires assortie de la nomination d'un administrateur ou d'un liquidateur.

En cas de fermeture provisoire, le délinquant ou l'entreprise doit continuer à payer son personnel, les salaires et indemnités de toute nature auxquels celui-ci a droit. Cette durée ne saurait excéder trois mois.

En cas de récidive, la fermeture définitive sera ordonnée.

Art. 12. — Sont passibles des peines prévues à l'article 10 et éventuellement des mesures fixées à l'article 11 ceux qui, chargés à un titre quelconque de la direction ou de l'administration d'une entreprise, société, association, coopérative, ou autre personne morale, laissent sciemment toute personne soumise à leur autorité ou à leur contrôle contrevenir aux dispositions de la présente ordonnance.

Art. 13. — Lorsqu'un prêt est usuraire, les perceptions excessives sont imputées de plein droit sur les intérêts calculés dans les conditions fixées à l'article 3, alors échus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur le capital de la créance.

Si la créance est éteinte en capital et intérêts les sommes indûment perçues seront restituées avec intérêts légaux du jour où elles auront été payées.

Art. 14. — La prescription du délit d'usure court à compter du jour de la dernière perception soit d'intérêt, soit de capital, ou de la dernière remise de chose se rattachant à l'opération usuraire.

Titre IV — Du taux d'intérêt légal

Art. 15. — Le taux de l'intérêt légal est, en toute matière, fixé pour la durée de l'année civile. Il est, pour l'année considérée, égal au taux d'escompte normal

pratiqué par la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest le 1er janvier de l'année précédente.

En cas de modification du taux d'escompte portant sur une marge de deux points ou plus au cours de l'année de référence, le taux de l'intérêt légal est égal au nouveau taux d'escompte.

Art. 16. — En cas de condamnation au paiement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, celui-ci est majoré de moitié à l'expiration d'un délai de deux mois à compter du jour où la décision de justice est devenue exécutoire, fut-ce par provision.

Titre V — Dispositions finales

Art. 17. — La présente ordonnance n'est pas applicable aux contrats en cours ayant date certaine.

Art. 18. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance et notamment :

- le décret du 18 novembre 1922 fixant le taux d'intérêt légal,
- le décret du 22 septembre 1935 relatif au délit d'usure et fixant le taux d'intérêt légal et le taux maximum de l'intérêt conventionnel ;
- le décret du 9 octobre 1936 relatif à la repression de l'usure, et l'arrêté n° 6/PM/INT du 15 décembre 1956 ;
- les arrêtés n°s 265 et 266 du 15 mai 1939 relatifs à l'application des décrets précédents.

Art. 19. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et de l'économie, la commission de contrôle de banques, ainsi que la banque centrale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au **Journal officiel** et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 12 juin 1979

Gl. d'Armée G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 79-20 du 12 juin 1979 autorisant la ratification de la convention de Dakar portant création de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), signé à Dakar le 25 octobre 1974.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967, portant désignation du président de la République,

O R D O N N E :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention de Dakar portant création de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), signée à Dakar le 25 octobre 1974.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 12 juin 1979
Gl. d'Armée G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 79-21 du 12 juin 1979 autorisant ratification de la convention portant création et statuts du fonds de garantie et de coopération de l'OCAM signé à Kigali le 10 février 1977.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967, portant désignation du président de la République ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention portant création du fonds de garantie et de coopération de l'OCAM signée à Kigali, le 10 février 1977.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 12 juin 1979
Gl. d'Armée G. EYADEMA

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Titularisation

Arrêté n° 104-INT-CGC du 15-6-79 — Les élèves gardiens de circonscription dont les noms suivent sont titularisés pour compter du 1er mai 1979 : soit gardien de circonscription de 2e classe échelon 1 - indice 300.

Dogbey Gnagblondjo Yantsé Yaovi Eby.
Tsogbe Mensah Kodjo

Le traitement des intéressés reste imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 3 du budget général.

Intérim

Arrêté n° 99-INT-SG-GPFM du 8/6/79 — Durant l'absence de M. Adamou Kaboua, chef de la circonscription administrative de Lomé, titulaire d'un congé administratif de trente (30) jours, son intérim à la tête de cette circonscription sera assuré cumulativement avec ses fonctions actuelles par M. Kowouvi Koffi Mawuénam, chef de la circonscription administrative de Tsévié.

Arrêté n° 106-INT-SG-GPFM du 15/6/79 — Durant l'absence de M. Hemou Kpatcha, chef de la circonscription administrative de Tabligbo, en mission, son intérim à la tête de cette circonscription sera assuré cumulativement avec ses fonctions actuelles par M. Nantob Bikatui, chef de la circonscription administrative de Vo.

Désignation de chefs de village

Arrêté n° 98-INT-SG-APA du 6/6/79 — Est reconnue officiellement la désignation, par voie élective, des chefs de village dont les noms suivent :

M. Abotsi Koffi : en qualité de chef de village de Gboto-Kossidamé.

M. Soga Latté Yao : en qualité de chef de village de Gboto-Assigamé.

Les chefs de village de Gboto-Kossidamé et de Gboto-Assigamé relèvent de l'autorité directe du chef de la circonscription administrative de Tabligbo.

Le présent arrêté, aura effet pour compter de la date de prise de commandement des intéressés.

Secrétaires de chefs de canton

Décision n° 57-INT-SG-APA-AP du 22/6/79 — Est et demeure rapportée la décision n° 140-INT-APA du 26 novembre 1973 portant nomination de M. Tchao Bavéi Djoli en qualité de secrétaire du chef de canton de Sirka (circonscription administrative de Pagouda).

M. Koriko Godi Gado est nommé secrétaire du chef de canton de Sirka en remplacement de M. Tchao Bavéi Djoli.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 (quarante huit mille) francs imputable au budget général gestion 1979, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 58-INT-SG-APA-AP du 22/6/79 — Est et demeure rapportée la décision n° 10/INT-SG-APA-AP du 14 janvier 1975 portant nomination de M. K'Balou Absipiyé en qualité de secrétaire du chef de canton de Sotouboua (circonscription administrative de Sotouboua).

M. Kerezoue Komla Ayomèwè est nommé secrétaire du chef de canton de Sotouboua en remplacement de M. K'Balou Absipiyé.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 56.000 (cinquante six mille) francs imputable au budget général gestion 1979, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision, a effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

DECISION N° 429/MFE du 28 mars 1979 portant création d'une commission

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion de diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 78/123 du 14 novembre 1978 fixant la composition du gouvernement,

DECIDE :

Article premier — Il est créé une commission chargée de définir les procédures, le rôle et la responsabilité des différents personnels concernés par les dépenses de matériel en vue de l'informatisation de celles-ci.

Art. 2 — La commission est composée des responsables ou des représentants des services et organisme suivants :

- budget
- finances
- contrôle financier
- trésor
- matériel et transit
- enregistrement
- commission des marchés
- financement et contrôle de l'exécution du plan
- statistique CENETI.

Art. 3 — La présente décision sera publiée au Journal officiel et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1979

T. TEVI-BENISSAN

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 4/MFE/MCT du 13 juin 1979 portant création d'une taxe sur les mar- chandises importées ou exportées au profit de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE
ET LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant citation du port autonome de Lomé ;

Vu le décret n° 63-122 du 20 septembre 1963 portant définition des attributions du ministère du commerce ;

Vu le décret n° 58-78 du 25 octobre 1958 portant réorganisation de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo et notamment son article 41,

ARRETE :

Article premier — Il est créé au profit de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo, une taxe sur les marchandises importées ou exportées.

— Sont exclus du champ d'application de cet arrêté, les marchandises en transit sur le territoire national, ainsi que le clinker, le gypse, le puzzolane et le pétrole brut.

Art. 2 — Le taux de cette taxe est fixé comme suit :

A L'IMPORTATION

a) Pour les ciments, poissons, produits alimentaires et sel, par tonne indivisible 100 F CFA

b) Pour les autres catégories de marchandises, par tonne indivisible 300 F CFA

A L'EXPORTATION

a) pour les produits agricoles, par tonne indivisible 250 F CFA

b) pour les autres catégories de marchandises, par tonne indivisible 300 F CFA

Le minimum de perception est de 50 francs CFA.

Art. 3 — Le port autonome de Lomé et la compagnie air Afrique sont chargés chacun en ce qui le concerne du prélèvement de cette taxe dont le montant net après rémunération de leurs prestations de services sera versé à la fin de chaque mois à la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.

Art. 4 — Le présent arrêté qui prend effet pour compter du 1er juillet 1979 sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 13 juin 1979

Le ministre des finances et de l'Economie,

T. TEVI-BENISSAN

Le ministre du Commerce et des Transports,

K. ADORGLOH

Autorisations de paiement

Décision n° 417-MFE-FO du 26/3/79 — Est autorisé le paiement de la somme de vingt sept millions (27.000.000) de francs CFA, au titre de la participation du budget général aux frais de gestion de la maison du rassemblement du peuple togolais pour l'année 1979.

1° — Matériel — fonctionnement : 22.050.000

2° — Divers : 4.950.000

27.000.000

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre soit : six millions sept cent cinquante mille (6.750.000, francs CFA, et virée au compte n° 143 ouvert au nom du RPT auprès du trésor à Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 5, du budget général, gestion 1979.

Décision n° 420-MFE-FO du 27/3/79 — Est autorisé le paiement de la somme de quinze millions deux cent quarante neuf mille (15.249.000) francs CFA, au titre de la participation du budget général aux frais de gestion de la maison du rassemblement du peuple togolais pour l'année 1979.

1° — Personnel assistance technique :	960.000
2° — Personnel permanent :	9.394.000
3° — Personnel temporaire :	2.464.000
4° — Charges sociales :	2.431.000

Total = 15.249.000

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 143 ouvert au nom du RPT auprès du trésor à Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 5, du budget général, gestion 1979.

Décision n° 427-MFE du 28-3-79 — Est autorisé le paiement en faveur de la société gastonègre à son compte ouvert à l'UTB Lomé sous le n° 60.030 de la somme de : deux millions cinq cent vingt et un mille sept cent vingt neuf (2.521.729) francs CFA représentant les 10 % de la retenue de garantie de la lettre de commande.

La dépense est imputable en dépassement sur le budget d'investissement et d'équipement 1976, titre III, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique f (CF n° 54/77 du 25 avril 1977).

Pour équilibrer cette dépense au budget d'investissement 1976, il sera demandé à la caisse centrale de coopération économique (CCCE) un versement d'égale montant en application de l'article 6, paragraphe 2 de la convention du 19 juillet 1974, versement qui sera pris en recette au même budget titre IV, « emprunt CCCE ».

Le chef du service du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 428-MFE-CAB du 28/3/79 — Est autorisé le paiement en faveur de la UAC-TOGO à son compte ouvert à l'UTB Lomé sous le n° 60.105 de la somme de sept cent vingt sept mille quatre cents (727.400) francs CFA représentant les 10 % de retenue de garantie de la lettre de commande.

La dépense est imputable en dépassement sur le budget d'investissement et d'équipement 1976, titre III, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique f (CF n° 55/77 du 25 avril 1977).

Pour équilibrer cette dépense au budget d'investissement 1976, il sera demandé à la caisse centrale de coopération économique (CCCE) un versement d'égale montant en application de l'article 6, paragraphe 2 de la convention du 19 juillet — versement qui sera pris en recette au même budget titre IV « emprunt CCCE ».

Le chef du service du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 437-MFE/FCS du 28-3-79 — Une subvention de soixante millions sept cent cinquante mille (60.750.000) francs CFA, est accordée au centre national de promotion des petites et moyennes entreprises (CNPPME) au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte dépôt trésor n° 133/CNPPME au nom dudit centre à Lomé.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 52, article 9.

Décision n° 468-MFE/FCS du 4-4-79 — Est autorisé le paiement au profit du groupement togolais d'assurances (G.T.A.) de la somme de Deux millions sept cent soixante deux mille cinq cents (2.762.500) francs CFA, représentant le montant de la « prime » terme « police d'assurances individuelle d'accidents » groupe n° 5854, garantissant les chauffeurs de l'Etat contre les accidents corporels pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1978 inclus.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 001761-95 ouvert auprès de la B.T.C.I. à Lomé.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 48, article 14.

Décision n° 469-MFE/FCS du 4-4-79 — Est autorisé le paiement au profit du groupement togolais d'assurances (G.T.A.) de la somme de trois millions huit cent quatre vingt quinze mille neuf cent cinquante cinq (3.895.955) francs CFA, représentant le montant de la prime de régularisation, police d'assurances individuelle, voyage n° 5076, couvrant les fonctionnaires de l'Etat togolais en mission, pour la période de 1er juin 1975 au 31 mai 1976 inclus.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 001761-95 ouvert auprès de la B.T.C.I. à Lomé.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 48, article 14.

Décision n° 474-MFE/FCS du 4-4-79 — Est autorisé le paiement au profit du groupement togolais d'assurances (G.T.A.) de la somme de quatre millions cinq cent soixante dix huit mille cinq cent quarante cinq (4.578.545) francs CFA, représentant le montant de la prime de régularisation, police d'assurances individuelle, voyage n° 5076, couvrant les fonctionnaires de l'Etat togolais en mission, pour la période du 1er juin 1977 au 31 mai 1978 inclus.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 001761-95 ouvert auprès de la B.T.C.I. à Lomé.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 48, article 14.

Décision n° 475-MFE-FCS du 4/4/79 — Il est autorisé le paiement de la somme de douze millions cinq cent mille (12.500.000) francs CFA, représentant le montant de la participation de l'Etat au capital social de la société togolaise de navigation maritime (SOTO-NAM).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 60181 ouvert auprès de l'UTB à Lomé au nom de ladite société.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 22.

Décision n° 512-MFE-FO du 10/4/79 — Est autorisé le paiement de la somme de un million six cent quarante mille (1.640.000) francs CFA, au nom de M. Ekpao Méyaba, comptable à la présidence de la République au titre des frais occasionnés par la commande d'un portrait officiel du chef de l'Etat (peinture à huile).

Cette somme sera mandatée et payable exceptionnellement par bon de caisse au nom de l'intéressé.

M. Ekpao Méyaba est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur-délégué du budget général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable sur le chapitre 7, article 1 du budget général — gestion 1979.

Décision n° 515-MFE-FO du 10/4/79 — Est autorisé le virement de la somme de un million cent soixante quatre mille cent cinquante quatre (1.164.154) francs CFA au profit de la direction de la Maison du R.P.T. en vue de régler les frais de prestation de service de la société SATI pour l'installation de matériel d'interprétation simultanée lors de la conférence des ministres de l'OUA.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 143 ouvert au nom de la direction de la Maison du RPT auprès du trésor à Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 48, article 11 du budget général, gestion 1979.

Décision n° 516-MFE/FCS du 10-4-79 — Il est autorisé le paiement au profit du bureau africain et mauricien de recherches et d'études législative (BAMREL), de la somme de Quatre millions neuf cent neuf mille six cent quatre vingt douze (4.909.692) francs CFA, représentant le montant de la quote-part contributive du Togo au titre de l'année budgétaire 1978-1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 058 658-97 ouvert auprès de la BICIG à Libreville-République du Gabon au nom dudit organisme.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 3.

Décision n° 530/MFE/FCS du 16-4-79 — Il est autorisé le paiement au nom de M. Kanaté Kpelor, brigadier-chef de police de 2ème échelon, billeteur en service à la sûreté nationale de Lomé, de la somme de Un million trois cent cinquante mille (1.350.000) francs CFA, représentant le montant des indemnités forfaitaires à allouer aux agents des renseignements généraux pendant l'année 1979.

Cette somme sera mandatée par quart à chaque trimestre et par bon de caisse au nom de l'intéressé.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 14, article 7.

Décision n° 559/MFE/FCS du 18-4-79 — Il est autorisé le paiement au Fonds de concours ordinaires et spéciaux du personnel de l'assistance technique française, de la somme de quatre millions sept cent vingt mille (4.720.000) francs CFA soit 94 400 francs français, représentant le montant de la contribution du Togo aux frais de rémunération pour le mois de décembre 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 901-600 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur général de la coopération 20, rue Monsieur 75007 Paris 7^e (France).

Décision n° 577/MFE/FCS du 20-4-79 — Il est autorisé le paiement au profit de l'institut international du froid (I.I.F.) de la somme de trois cent trente sept mille sept cents (337.700) francs CFA, soit 6754 FF, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire société générale, agence T.72, avenue de Villiers, 75 017-Paris (France) au nom dudit institut.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 580/MFE/FCS du 20-4-79 — Est autorisé le paiement au profit de l'école africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme, de la somme de six millions deux cent mille (6.200.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30268 ouvert à Lomé auprès de l'union togolaise de banque au nom de ladite école.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2 (Contributions imprévues).

Décision n° 584/MFE/FCS du 20-4-79 — Il est autorisé le paiement au profit de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) de la somme de trente millions cinq cent soixante cinq mille (30.565.000) francs CFA, représentant la participation de l'Etat togolais aux dépenses de fonctionnement de cet Organisme suivant les articles 2 et 10 de la convention pour le 1er trimestre 1979, soit respectivement 23.393.631 et 7.171.369 F CFA.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9270142 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (U.T.B.) à Lomé au nom de l'ASECNA.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 51, article 4.

Décision n° 590/MFE/FCS du 20-4-79 — Est autorisé le paiement au profit de l'école africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme, de la somme de six millions deux cent mille (6.200.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30268 ouvert à Lomé auprès de l'union togolaise de banque au nom de ladite école.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2 (Contributions imprévues).

Décision n° 606/MFE/FCS du 25-4-79 — Il est mis à la disposition du ministre du développement rural, un crédit de six cent mille (600.000) francs CFA, destiné à l'organisation de la première réunion technique du comité consultatif OUA/CSTT du 2 au 4 mai 1979.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 48, article 11.

Décision n° 608/MFE/FO du 26-4-79 — Est autorisé le paiement de la somme de quarante cinq millions (45.000.000) de francs CFA, au titre de la participation du budget général aux dépenses communes du rassemblement du peuple togolais pour l'année 1979.

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre soit : onze millions deux cent cinquante mille (11.250.000) francs CFA, et virée au compte n° 143 ouvert au nom du R.P.T. auprès du trésor à Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 6, du budget général, gestion 1979.

Décision n° 622/MFE/FCS du 30-4-79 — Il est autorisé le paiement au profit de l'office national du Tourisme de la somme de quatre vingt onze millions cinq cent cinquante neuf mille (91.559.000) francs CFA, représentant le montant des crédits prévus au budget général pour le fonctionnement de l'Office au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 96 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom de l'office national du tourisme.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 6, article 7, paragraphe 4.. 26.444.000
chapitre 7, article 6, paragraphe 4 54.315.000.-
chapitre 52, article 5, paragraphe 4 10.800.000.-

Total = 91.559.000

Décision n° 641/MFE/FCS du 3-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit de l'Editogo, de la somme de deux cent trente six millions deux cent cinquante mille (236.250.000) francs CFA, représentant la contribution du gouvernement au fonctionnement de cet organisme au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée par tranche trimestrielle de cinquante neuf millions soixante deux mille cinq cents (59.062.500) francs CFA, au compte n° 89 ouvert dans les écritures du trésor au nom de l'Editogo.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 2, paragraphe 1.

Décision n° 642/MFE/FCS du 3-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) de la somme de trente millions cinq cent soixante quatre mille neuf cent quatre vingt dix neuf (30.564.999) francs CFA, représentant la participation de l'Etat togolais aux dépenses de fonctionnement de cet organisme suivant la convention pour le 2è trimestre 1979, soit respectivement 23.393.631 et 7.171.368 F CFA.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9270142 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (U.T.B.) à Lomé au nom de l'ASECNA.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 4.

Décision n° 644/MFE/FCS du 3-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit de l'association des musiciens et artistes de la chanson togolaise (AMACTO), de la somme de cinq cent mille (500.000) francs CFA, en vue d'organiser les semaines culturelles prévues pour le mois d'avril 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 159 ouvert au Trésor public sous la rubrique-gestion des affaires culturelles.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 52, article 3, paragraphe 8.

Décision n° 646/MFE/FCS du 3-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture, de la somme de six cent mille (600.000) francs CFA, destinée aux diverses trou-

pes pour la préparation des prochaines semaines culturelles, dont le montant est réparti comme suit :

Groupe New Deal de Kouma-Tokpli	= 200.000
Troupe d'Agou-Akplolo	= 50.000
Troupe d'Agou-Agbetiko	= 50.000
Troupe de Tomegbé	= 300.000

Total F CFA = 600.000

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 159 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 3.

Décision n° 647/MFE/FCS du 3-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit de «l'international télécommunications satellite organization» de la somme de trois millions six cent sept mille huit cent cinquante cinq (3.607.855) francs CFA, soit 16.399,25 dollars U.S., représentant le montant des redevances dues par le Togo à l'intelsat pour l'utilisation de téléphone et de télévision pendant le 2^e trimestre 1978 :

Téléphone	3.990 dollars U.S.
Télévision	12.409,25 dollars U.S.
	16.399,25 dollars U.S.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire account n° 00097033 ouvert auprès de la Citibank, A.N. New-York (U.S.).

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2 (contributions imprévues).

Décision n° 649/MFE/FCS du 3-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit des éditions DELROISSE 113, rue de Paris-92.100, Boulogne-Billancourt (France) de la somme de neuf cent quarante mille (940.000) francs CFA, soit 18.800 francs français, représentant le coût d'achat de 30 photos lors des manifestations des "journées togolaises à Paris" en juillet 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte du trésorier payeur au Togo à Lomé pour régularisation.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979 chapitre 47, article 18.

Décision n° 667/MFE/FO du 3-5-79 — Est autorisé le paiement de la somme de un million (1.000.000) de francs CFA, au nom de M. Natchaba O. Fambaré, directeur de cabinet du Président de la République Togolaise, au titre des frais qu'occasionnera le passage à Lomé d'un chef d'Etat étranger.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse à l'intéressé.

M. Natchaba O. Fambaré est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur-délégué du budget général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable sur le chapitre 7, article 1 du budget général — gestion 1979.

Décision n° 671/MFE/FCS du 4-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit du centre d'éducation ouvrière du Togo (C.E.O.T.) de la somme de quatre millions neuf cent vingt deux mille (4.922.000) francs CFA, représentant le crédit de fonctionnement audit organisme, au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 029 ouvert dans les écritures du trésor au nom du C.E.O.T.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 51, article 4.

Décision n° 690/MFE/FO du 10-5-79 — Est autorisé le paiement de la somme de huit cent mille (800.000) francs CFA, au nom de M. Natchaba O. Fambaré, directeur de cabinet du Président de la République Togolaise, au titre des frais d'impression de cent cinquante exemplaires de sa thèse de doctorat d'Etat.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse à l'intéressé.

La dépense est imputable sur le chapitre 48, article 11 du budget général — gestion 1979.

Décision n° 698/MFE/FCS du 11-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit du centre de la construction et du logement, de la somme de trente deux millions trois cent soixante cinq mille cinq cents (32.365.500) francs CFA, représentant la contribution du budget général au fonctionnement dudit centre au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée en deux tranches semestrielles de 16.182.750 francs au compte n° 125, ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom du C.C.L. à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979 chapitre 51, article 2, paragraphe 3.

Décision n° 715/MFE/FCS du 16-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit du centre régional de formation pour l'équipement routier (CERFER), de la somme de vingt millions (20.000.000) de francs CFA, représentant la contribution du Togo à cet organisme pour l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 70.270 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (U.T.B.) au nom dudit centre.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 4.

Décision n° 716/MFE/FCS du 16-5-79 — Il est autorisé le paiement au profit de maître Kodjo Bruce, avocat-défenseur à Lomé, de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, représentant le montant des honoraires qui lui sont dus par la République Togolaise dans l'affaire du ministère public contre M. et madame Bori Fabre prévenus, et la compagnie d'assurances l'urbaine et la Seine partie civile.

Cette somme sera mandatée et virée au compte C/C n° 9841 ouvert auprès de l'union togolaise de banque à Lomé au nom de maître Bruce.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 48, article 2.

Décision n° 767/MFE/FCS du 31-5-79 — Est autorisé le paiement au profit du ministre du travail et de la fonction publique de la somme de quatre cent mille (400.000) francs CFA, représentant le montant des frais de réceptions que le chef de la délégation togolaise donnera dans le groupe gouvernemental lors de la 65^e session à la conférence internationale de l'OIT qui s'ouvre le 6 juin 1979 à Genève (Suisse).

Cette somme sera mandatée par bon de caisse au nom de l'intéressé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 1. a.

Décision n° 781/MFE/FO du 5-6-79 — Est autorisé le paiement de la somme de six millions cinq cent mille (6.500.000) francs CFA, représentant la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement de la J.R.P.T. au titre de deuxième, troisième et quatrième trimestre, gestion 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 050.115-U.T.B. Lomé au nom de la JRPT.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 6, au titre de l'année 1979.

Décision n° 801/MFE/FCS du 11-6-79 — Il est autorisé le paiement au profit de l'institut international des assurances de Yaoundé (I.I.A.Y.) de la somme de trois millions huit cent soixante quatre mille neuf cent trente six (3.864.936) francs CFA, représentant la contribution du Togo à cet organisme pour l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 27.209/14 ouvert à la B.I.C.I., BP n° 5 à Yaoundé (République Unie du Cameroun) au nom dudit institut.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 805/MFE/FO du 11-6-79 — Est autorisé le paiement de la somme de : un million (1.000.000) de francs, au nom de M. Ekpao Méyaba comptable à la Présidence de la République pour couvrir les frais rela-

tifs aux festivités du 19^e anniversaire de l'indépendance du Togo.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse à l'intéressé.

M. Ekpao Méyaba est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur-délégué du budget général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable sur le chapitre 7, article 1 du budget général — gestion 1979.

Décision n° 810/MFE/FO du 11-6-79 — Est autorisé le paiement de la somme de trente deux millions sept cent soixante seize mille huit cent quarante cinq (32.776.845) francs CFA soit l'équivalent de 655.536,90 FF au nom de l'ambassadeur du Togo à Paris pour les frais de transports de personnel et ceux relatif à l'hospitalisation des évacués sanitaires en France au cours de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 50631 H crédit Lyonnais, agence M 73 avenue de Villier Paris 17^{ème}.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979 comme suit :

— Chapitre 46, article 2 : transport de personnel	= 8.589.145
— Chapitre 46, article 3 : Evacués sanitaires	= 24.187.700
Total	= 32.776.845

Décision n° 812/MFE/FCS du 11-6-79 — Il est autorisé le paiement par virement de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA au compte bancaire n° 112 92 BCEAO Cotonou (RBP).

Cette somme représente la quote-part contributive du Togo au capital — action du fonds de garantie de coopération de l'OCAM au titre de l'année 1978.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 48, article 11.

Décision n° 815/MFE/FCS du 12-6-79 — Est autorisé le paiement au profit de l'institut africain et mauricien de bilinguisme (IAMB), de la somme de deux millions six cent trente mille cinq cent trente cinq (2.630.535) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° CC. 210431 ouvert à la banque nationale pour le commerce et l'industrie B.N.C.I. — Océan Indien à Curepipe (Ile Maurice).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 830/MFE du 13-6-79 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions trois cent trente trois mille (2.333.000) francs CFA au nom de la société ivoirienne de télécommunications, au titre des frais de fourniture d'un tube TH. 520 série AW n° 20 pour émetteur 20 Kw OM de Lomé suivant facture n° 215/04/79 du 10 avril 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 301.622.60 chez la société générale de banques Abidjan.

La dépense est imputable sur le chapitre 29, article 4, du budget général, gestion 1979.

Décision n° 831-MFE-FO du 13/6/79 — Est autorisé le paiement de la somme de onze millions six cent quatre vingt dix sept mille soixante dix (11.697.070) francs, représentant la contribution de l'Etat au secrétariat administratif du RPT pour la gestion 1979.

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre et virée dans le compte n° 011 — trésor-Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 2, paragraphe 6, du budget général, gestion 1979.

Détail de la contribution accordée au secrétariat administratif du RPT

30.000.000	
— 17.003.256 — Salaires	
12.996.744	
— 1.299.674 — 10 %	
11.697.070.	

Décision n° 836-MFE-FCS du 13/6/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation africaine et mauricienne (OCAM) de la somme de quinze millions (15.000.000) de francs CFA, représentant la moitié du montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 1149, ouvert auprès de l'U.B.A.C. à Bangui (E.C.A.) au nom de l'OCAM.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Subventions

Décision n° 561-MFE-MEN-RS du 18/4/79 — Une subvention de deux cent trente deux millions trois cent quatre vingt quinze mille trois cents francs (232.395.300) francs CFA répartie conformément au tableau annexé à la présente décision est accordée aux établissements de l'enseignement confessionnel des deuxième et troisième degrés pour l'année scolaire 1978-1979.

Le montant de la subvention ainsi répartie sera mandaté par trimestre au profit des directeurs et directrices des établissements concernés.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 2, paragraphe b.

N°s d'ordre	Etablissements	Montant de la Subvention
1	Collège St Joseph Lomé	22 335 626
2	Collège Mgr Cessou Lomé	8 123 783
3	Institut Secondaire Notre-Dame des Apôtres Lomé	6 819 523
4	CES Notre-Dame Sacré-Cœur Lomé	5 956 549
5	Collège SS. Pierre et Paul d'Aného	8 990 695
6	Collège St Augustin de Togoville	14 649 585
7	CEG Christ-Roi de Kouvé	7 682 330
8	CES Pie X de Tsévié	5 956 549
9	CEG Christ-Roi d'Assahoun	3 252 028
10	CEG N.D. de l'Assomption de Notsè	3 252 028
11	CEG St Jean-Baptiste Rinilé d'Agou	6 709 666
12	CEG St-Esprit de Kpalimé	8 090 355
13	CES Kouma Bala	3 252 028
14	CEG St Vincent de Paul de Koutoukpa	3 252 028
15	Collège St Jean Bosco de Tomégbé	14 649 481
16	Collège N.D. d'Afrique d'Atakpamé	6 759 438
17	Collège St Albert d'Atakpamé	13 815 961
18	CEG Catholique de Sotouboua	500 512
19	CEG N.D. de l'Assomption de Sokodé	5 486 960
20	Collège Chaminade de Lama-Kara	11 571 405
21	Collège Ste Adèle de Lama-Kara	5 014 944
22	Collège Mû-Fant de Dapaon	3 252 028
23	Collège Protestant de Lomé	19 275 724
24	Collège Protestant de Kpalimé	11 594 025
25	Collège Protestant Méthodiste d'Aného	3 752 340
26	Collège Protestant de Tado	3 252 028
27	Institut Technique N.D. de l'Eglise Lomé	7 459 371
28	Institut Technique N.D. de l'Assomption Sokodé	8 684 994
29	CEM de Sotouboua	2 001 248
30	CEM N.D.A de Sokodé	2 001 248
31	CEM N.D.A de Bassar	2 001 248
32	CEM Ste Adèle de Lama-Kara	2 001 248
33	CEM de Siou	1 000 624

TOTAL 232 395 300

Décision n° 788 (bis) MFE-FCS du 5/6/79 — Une subvention d'un million cinq cent mille (1.500.000) francs CFA est accordée au collège polytechnique Bruce.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire dudit établissement. (UTB n° 70.759 Lomé).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 18.

Décision n° 789-MFE-FCS du 5/6/79 — Une subvention de quatre millions (4.000.000) de francs CFA, est accordée au collège moderne de Plateau.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 022.520.92 ouvert à la BTIC au nom dudit établissement.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 18.

Décision n° 804-MFE-FCS du 11/6/79 — Une subvention de quarante cinq millions (45.000.000) de francs CFA, est accordée à la caisse nationale de crédit agricole pour faire face au financement de l'agriculture.

Cette somme sera mandatée et virée au compte de CNCA n° 21.982, ouvert auprès de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 22.

Décision n° 811-MFE-FCS du 11/6/79 — Une subvention de deux millions sept cent mille (2.700.000) francs CFA, est accordée à la pouponnière de Lomé-Tokoin, au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30.146 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (UTB) à Lomé au nom de ladite pouponnière.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 8.

Nominations

Décision n° 418-MFE-SG du 26/3/79 — M. Afantchawo Kodjo, expert comptable demeurant à Lomé BP 2250 est nommé commissaire aux comptes de l'agence de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest à Lomé en remplacement de M. Sossah Gnomongbé.

Décision n° 778-MFE-FA du 5/6/79 — Est et demeure rapportée la décision n° 328-MFE-FA du 27 mars 1972 portant nomination de régisseur.

M. Kpini Amégan Doh Kwami, adjoint administratif précédemment régisseur de la caisse d'avance de la radiodiffusion est nommé régisseur de la caisse d'avance de la télévision togolaise.

M. Gagnon Kpadé, agent de recouvrement de 1re classe 2e échelon est nommé régisseur de la caisse d'avance de la radiodiffusion en remplacement de M. Kpini Amégan.

Les régisseurs nommés ci-dessus devront justifier dans les formes réglementaires de l'avance mise à leur disposition.

Les intéressés pourront prétendre aux indemnités afférentes à ces fonctions.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégrations

Arrêté n° 474/MTFP du 18-5-79 — Sont et demeurent rapportés :

— les arrêtés n°s 726/MFP et 813/MJFPT des 4 octobre 1973 et 17 novembre 1975 accordant bonification d'échelon à MM. Edorh Zinsou (Damien) et Gnassounou Kodjovi (Siméon) ;

— l'arrêté n° 223/MJFPT du 23 février 1976 portant promotion de M. Edorh Zinsou (Damien) au grade d'instituteur principal de classe exceptionnelle ;

— la décision n° 2055/MJFPT du 6 octobre 1976 constatant passage automatique de M. Gnassounou Kodjovi (Siméon) au grade d'instituteur principal 3e échelon.

La situation administrative de MM. Edorh Zinsou (Damien) et Gnassounou Kodjovi (Siméon) est reprise comme suit à compter des dates ci-dessous indiquées :

EDORH ZINSOU (DAMIEN)

— 1.1.1973 — instituteur principal 2e échelon

— 1.1.1975 — instituteur principal 3e échelon.

GNASSOUNOU AKPA KODJOVI (SIMEON)

— 1.7.1974 — instituteur principal 1er échelon

— 1.7.1976 — instituteur principal 2e échelon.

Les instituteurs (catégorie B) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du certificat de fin d'études préparatoires à l'inspection primaire, sont intégrés comme suit dans le corps des inspecteurs de l'enseignement du premier degré (catégorie A2) et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979) :

Nom et Prénoms	Ancienne situation administrative (cat. B)			Nouvelle situation administrative (cat. A2)		
	Corps, grade et échelon	Indice	Date d'effet du dernier avancement	Corps, grade et échelon	Indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Ekoué Djitoh (Eugène)	Instituteur principal de classe exceptionnelle	1750	1.1.1974	inspecteur de l'enseignement du premier degré de 1re classe 1er échelon	1800	1.1.1974
Edorh Zinsou (Damien)	inst. princ. 3e éch.	1650	1.1.1975	inspecteur de l'enseignement du premier degré de 2e classe 3e échelon	1700	1.1.1975
Gnassounou Akpa Kodjovi (Siméon)	inst. princ. 2e éch.	1550	1.7.1976	inspecteur de l'enseignement du premier degré de 2e classe 2e échelon	1600	1.7.1976
Saguintaah Lissagoua (Claude)	inst. princ. 1er éch.	1450	1.1.1977	inspecteur de l'enseignement du premier degré de 2e classe 1er échelon	1500	1.1.1977
Essah Yao (Nathaniel)	inst. de 1re cl. 3e éch.	1350	22.3.1978	inspecteur de l'enseignement du premier degré de 3e classe 4e échelon	1400	22.3.1978
Guidi Yawo (Albert)	inst. de 1re cl. 3e éch.	1350	12.8.1978	inspecteur de l'enseignement du premier degré de 3e classe 4e échelon	1400	12.8.1978

M. Ekoué Djitoh (Eugène) est élevé au 2^e échelon du grade d'inspecteur de l'enseignement du premier degré de 1^{re} classe (catégorie A2 — indice 1900) à compter du 1^{er} janvier 1976.

La nouvelle situation des intéressés prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 511-MTFP du 30/5/79 — M. Lagbai Pagnimbéwilou Kossou, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon (catégorie B — indice 950), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a effectué avec succès un stage de formation professionnelle de deux ans à l'institut des sciences administratives pour les pays en voie de développement de l'université d'Anvers (Belgique) et obtenu le diplôme de master en promotion du développement, spécialisations : gestion financière publique et planification économique, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 4 décembre 1978, date de retour du stage, et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 2 du budget général, exercice 1979).

Arrêté n° 512-MTFP du 30/5/79 — M. Agbezia Kokou Nadewotor (François), instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (catégorie C-indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.) série concours, option anglais, session des 26 et 27 août 1976, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1977 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général exercice 1979).

M. Agbezia Kokou Nadewotor (François) est élevé au 2^e échelon du grade d'instituteur de 2^e classe (catégorie B-indice 850) à compter du 1^{er} janvier 1979.

Arrêté n° 513-MTFP du 30-5-79 — M. Lemou Pahamsiyé, journaliste de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme universitaire de technologie (DUT) option : communication-journalisme, de l'institut universitaire de technologie "B" de l'université de Bordeaux III (France), à la fin d'un stage de formation professionnelle de deux ans, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade de rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) à compter du 11 janvier 1979, date de retour du stage, et reste mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 28, article 6 du budget général exercice 1979).

Arrêté n° 526-MTFP du 1-6-79 — M. Kouak Toth-Kab Trécabé (Antoine), instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.), série concours, session des 26 et 27 août 1976, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1977 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979).

M. Kouak Toth-Kab Trécabé (Antoine), qui bénéficie dans son nouvel échelon de l'ancienneté acquise depuis le 1^{er} janvier 1976, date du dernier avancement dans son corps de provenance, est élevé au 2^e échelon du grade d'instituteur de 2^e classe (catégorie B-indice 850) à compter du 1^{er} janvier 1978.

Admissiens

Arrêté n° 510-MTFP du 30-5-79 — M. Kouadzawou Kokou Agbéko, titulaire du "teacher's certificate "A" post secondary", est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 515-MTFP du 30-5-79 — M. Kuwonu Yaovi Dodji, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du "master of arts" en philologie de l'université d'Etat de l'Ordre Lénine de Komsomol Léniniste de Voronej (URSS), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté, aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 516 bis-MTFP du 31-5-79 — M. Akakpo Dossou Ofumi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et de la maîtrise en sciences économiques (option relations économiques internationales de l'université de Craiova de la République Socialiste de Roumanie) est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 12 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 517-MTFP du 1-6-79 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne Mlle Agbehonou Essi, l'arrêté n° 330-MTFP du 4 avril 1979 portant nomination.

Mlle Agbehonou Essi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du « master of arts » en pédagogie de l'institut pédagogique d'Etat des langues étrangères Maurice Thorez de Moscou, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mise à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet au point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de prise de service de l'intéressée et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 518-MTFP du 1-6-79. — M. Felibigou Bandibe, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, de la licence et de la maîtrise en droit (option : carrière des affaires) de l'université d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire) et du diplôme d'études approfondies (option : droit du développement) de l'université de Nice France, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 519-MTFP du 1-6-79. — M. N'Danckyo Napo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 520-MTFP du 1-6-79. — Mme Mupapa Dédévi Djigbodé, née Boccovi, titulaire du diplôme universitaire de technologie de l'institut universitaire de Technologie de Lyon (France) est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie A1 — indice 1300) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 52, article 16 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans 3 mois 12 jours (4 a 3 m 12 j) est accordée à Mme Mupapa pour ses services antérieurs accomplis successivement au centre hospitalier intercommunal de Villeneuve St Georges France du 7 juin 1971 au 31 décembre 1972 inclus et à l'hôpital Mama Yemo de Kinshasa (Zaire) du 26 novembre 1973 au 5 octobre 1978 inclus en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

Professeur de 3^e classe 1^{er} échelon + 4 a 3 m 12 j (bonification)

Professeur de 3^e classe 2^e échelon + 2 a 3 m 12 j (bonification)

Professeur de 3^e classe 3^e échelon + 3 m 12 j (bonification).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 521-MTFP du 1-6-79. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Mensah Eithel Frédéric, l'arrêté n° 115-MFP du 16 mars 1967 portant intégration.

M. Mensah Kuawu (Eithel Frédéric), titulaire du diplôme d'ingénieur des télécommunications de l'école d'ingénieur des postes et télécommunications Rosa Luxembourg de Leipzig (République Démocratique Allemande), est admis dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion au grade d'ingénieur 1^{er} échelon (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1^{er} mai 1965, date de prise de service, et mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 28, article 4 du budget général, exercice 1979).

La situation administrative de M. Mensah Kuawu (Eithel Frédéric) est reprise comme suit :

1.5.1965 — ingénieur 1^{er} échelon

1.5.1967 — ingénieur 2^e échelon

1.5.1969 — ingénieur 3^e échelon

1.5.1971 — ingénieur 4^e échelon

4.4.1972 — suspension de fonctions

4.7.1972 — rappel à l'activité avec 11 mois 3 jours d'ancienneté conservée

1.8.1973 — ingénieur principal 1^{er} échelon

1.8.1975 — ingénieur principal 2^e échelon

1.8.1977 — ingénieur principal 3^e échelon.

La nouvelle situation de M. Mensah Kuawu (Eithel Frédéric), ingénieur principal 3^e échelon de la radiodiffusion (catégorie A1 — indice 2200), prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 522-MTFP du 1-6-79. — M. Dzokpe Ayao (Benjamin), employé de bureau permanent 6^e catégorie échelon C, titulaire des certificats d'aptitude professionnelle (C.A.P.) spécialités : employé de bureau et aide-comptable, sessions de 1973 et 1974 et d'une attestation d'inscription au brevet d'études professionnelles (BEP) spécialité comptable mécanographe, session de Juin 1977, et qui réuni cinq années d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale au grade d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550), en application des dispositions de l'article 31-C du décret n° 75-119 du 18 avril 1975, et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 14 du budget général, exercice 1979).

M. Dzokpe Ayao Benjamin dont la rémunération est supérieure au traitement actuel conserve cette rémunération jusqu'à ce qu'il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs par le jeu des avancements.

La situation de M. Dzokpe Ayao (Benjamin), adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon, prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 530/MTFP du 4-6-79 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Agama Akouété et Nummello Ayi, les arrêtés n°s 1130/MTFP et 1255-MTFP des 16 novembre et 15 décembre 1978 portant nomination.

Arrêté n° 531-MTFP du 4-6-79 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Djessou Komi Mensah, l'arrêté n° 1190/MTFP du 23 novembre 1978 portant nomination.

Arrêté n° 532/MTFP du 4-6-79 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Gbogbo Yawo Mensah Dziffa et Ajavon Messan Tata les arrêtés n°s 1329/MTFP du 29 décembre 1978 et 1305/MTFP du 26 décembre 1979 portant nomination.

Arrêté n° 533/MTFP du 4-6-79 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Houkpati Kossi Agboda Biova, l'arrêté n° 1325/MTFP du 29 décembre 1978 portant nomination.

Arrêté n° 534/MTFP du 4-6-79 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Seworo Kossi Dovi Déla, l'arrêté n° 1130/MTFP du 16 novembre 1978 portant nomination.

Arrêté n° 535/MTFP du 4-6-79 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Gadesse-Kokou Blewussi l'arrêté n° 15/MTFP du 9 janvier 1979 portant nomination.

Titularisations

Arrêté n° 498/MTFP du 25/5/79 — M. Tossou Koffi, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la santé publique qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} août 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 499-MTFP du 29-5-79. — Les attachés d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

16-9-77 — Tatcho Panessa

16-12-77 — Piyinda Esso-Essinam Abéda

31-10-78 — Kussey Koffi Arabra.

Arrêté n° 500-MTFP du 29-5-79. — M. Sowu Yawo Dzidzinyo, adjoint technique d'agriculture de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 19 août 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 502/MTFP du 29-5-79 — Les professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2) du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG session de 1976), sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes pour compter du 1^{er} janvier 1977 :

A.C. 1 an

Agboka Komlan Edem Lawani Badamassi

A.C. 4 mois 22 jours

Kpolokpolo S. G. (Roger) Begna Assoumanou Saïdou

A.C. 4 mois 19 jours

Kpessou Kwasi Tenou Detse-Voüti Komla Amenyagbe
Lakyeba Atakaméré Ikamba

A.C. 4 mois 18 jours

Bomboma Damma Geraldo Nafiou
Yamba Tani Kpedzroku Yawo Degava

A.C. 4 mois 17 jours

Assouan Tossou

A.C. 4 mois 16 jours

Zato Banwé Djimba Gnamse Kabraitichouka Tchoké
Pocanam Benompe Ali Tchalaré Kpambia-Folé
Amoudji K. A. (Jean-Marie) Kpelly Koffi Lolonyo
Alassani Adam Atsu Kwasi Mensah Omalinafa
Kandari Yomlenga Karou Banlémé
Tete Komla Domlan Adanyro Akuété

A.C. 4 mois 15 jours

Amouzougan K. A. (Gabriel) Gbenou Gbéwanou Dzifa

A.C. 4 mois 14 jours

Kpandja Napo

A.C. 3 mois 25 jours

Eyebiye Kokou

A.C. 3 mois 24 jours

Adzakpa D. T. T. Kwami Adedze Doglan K. Ayewonou

A.C. 3 mois 21 jours

Adayi Komlan Sitsofe Kokoroko Kodjo Nakoko

A.C. 3 mois 18 jours

Akakpo Othokoto Djabaku Yawo Djidjoedji
Senaya Kokou Dodzi Assima Bitassa Yawo
Deglo Mensa Mawuko Elom Soklou Hounkpati
Kouanvili Ndéwoto Messan Belei Mila-Bellé née Telou.

Arrêté n° 503-MTFP du 29-5-79. — Les administrateurs civils stagiaires ci-après désignés du cadre interministériel du personnel de l'administration générale qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

- 17-11-77 — Agbemape Kossi Gbologan, administrateur civil 2e échelon
 3- 8-78 — Tchintchibidja Larbli, administrateur civil 1er échelon
 3- 8-78 — Yacoubou Abou, administrateur civil 1er échelon
 16- 8-78 — Fousseni Abdoulaye, administrateur civil 2e échelon
 1- 9-78 — Gbedessi Afatchao, administrateur civil 2e échelon.

Arrêté n° 504-MTFP du 29-5-79. — Les commissaires de police de 1er échelon stagiaires ci-dessous désignés qui ont accompli l'année réglementaire de leur stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates ci-après :

- 2-7-78 — M. Takpara Kabouré, commissaire de police 1er échelon stagiaire (A.C. 2 ans 1 mois)
 2-7-78 — M. Assinguime Kodjo, commissaire de police de 1er échelon stagiaire (A.C. 1 an 10 mois).

Arrêté n° 505-MTFP du 29-5-79. — Les gardiens de la paix 1er échelon stagiaires ci-dessous désignés qui ont accompli l'année réglementaire de leur stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 2 août 1978 (A.C. 2 ans 4 mois) :

- MM. Amecy Koffi Mawuena Eamboni Dentouti
 Bonfoh Bassabi Nabine Sogbossi Ayimontché Komlavi
 N'Doh N'Dela Ouro-Gbele Mamadou Séi
 Ehienou Yao Passopam Kossi Mawinasso
 Eklou Kossi Sandani Nagbada
 Elitcha Kodjo Simba Kossi Kabiza
 Evenyi Yaovi Tchaba Agouda
 Gnanle Kpatcha Tchoro Agbaro
 Inyessi Yao Bioh Nadjak Badame
 Kpessé Kodjo

Arrêté n° 506-MTFP du 29-5-79. — Le gardien de la paix 1er échelon stagiaire ci-dessous désigné qui a accompli l'année réglementaire de son stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 2 octobre 1978 (a.c. 2 ans 10 mois) :

M. Bitho Wuiyao, gardien de la paix stagiaire 1er échelon.

Arrêté n° 507-MTFP du 29-5-79. — Les officiers de police adjoints de 2e classe 1er échelon stagiaires ci-dessous désignés qui ont accompli l'année réglementaire de leur stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 2 août 1978 (A.C. 2 ans 1 mois) :

- MM. Adjamgba Ayité Kpatcha Ali Manyahade
 Agbovon K. Enyonam Lawson Adjassé Tèvi
 Badagbor Koffi Tchakei Essotakou.
 Kadohou Halatom

Arrêté n° 514-MTFP du 30-5-79. — Mme Kerim-Dikeni Mawunya Hanou, née Akumah, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 12 décembre 1973 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 528-MTFP du 4-6-79. — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du corps du personnel de l'enseignement qui ont accomplis l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadres des professeurs d'éducation Physique et sportive (catégorie A1)

- 1-9-77 — Abalo Komlan Ayilè Kotilé, professeur d'E.P.S. de 3e classe 2e échelon

Cadre des professeurs d'éducation physique et sportive (catégorie A2)

- 14-3-78 — Yakpo Ossobè Kwami, professeur d'E.P.S. de 3e classe 1er échelon

Cadre des maîtres d'éducation physique et sportive (catégorie B)

- 18-2-74 — Akator Yawo (Louis), maître d'E.P.S. de 3e classe 2e échelon
 1-9-76 — Paniah Kokou, maître d'E.P.S. de 3e classe 1er échelon
 1-10-77 — Diatoz Lardja, maître d'E.P.S. de 3e classe 2e échelon
 4-10-77 — Awi Bèlèzilona, maîtresse d'E.P.S. de 3e classe échelon

Cadre des maîtres-adjoints d'éducation physique et sportive (catégorie C)

- 7-6-74 — Alegbeh Sama-Abodji, maître d'E.P.S. de 3e classe 1er échelon.

Arrêté n° 529-MTFP du 4-6-79. — Les professeurs stagiaires ci-dessous désignés, du corps des fonctionnaires de l'enseignement qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Cadre des professeurs certifiés (catégorie A1)

- 22-11-75 — Yetongnon Kokou, professeur de 3e classe 1er échelon
 7- 4-76 — Ziggah Gaetuanu (Brandford), professeur de 3e classe 1er échelon
 15- 9-76 — d'Almeida Ayayi Anutro Manko, professeur de 3e classe 1er échelon
 15- 9-76 — Mensah Yao (Joseph), professeur de 3e classe 1er échelon
 22- 9-76 — Bocco Yao Vinyinu, professeur de 3e classe 1er échelon

- 23-10-76 — Tabo Kodjo Abalo, professeur de 3e classe 1er échelon
- 30-10-76 — Koudzaba Sahgu (Godwin), professeur de 3e classe 1er échelon
- 19- 1-77 — Adja-Poroky Kanyan, professeur de 3e classe 2e échelon
- 1- 9-77 — Fagnisse Wédjagnon, professeur de 3e classe 1er échelon
- 1- 9-77 — Fangbemi Yaou, professeur de 3e classe 1er échelon
- 1- 9-77 — Apetey Kodjo, professeur de 3e classe 1er échelon
- 5- 9-77 — Atsu-Dete Ezoba Yao, professeur de 3e classe 1er échelon
- 6- 9-77 — Anipah Kodjo Mawulolo, professeur de 3e classe 1er échelon
- 9- 9-77 — Adougba Hoéhanou Sato, professeur de 3e classe 2e échelon
- 13- 9-77 — Koudossou Sépénou, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Edoh Komlan Mawuéná Avatron, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Awoussah Ayaovi Kaléan, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Kpadenou Essi née Awaga, professeur de 3e classe 2e échelon
- 13- 9-77 — Tetteh Akossi Amusula née Ikavi, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Ekpe Doh-Kodjo, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Lassey Assiakoley Atah Têtê, professeur de 3e classe 2e échelon
- 13- 9-77 — Hoamekpo Yity Komla Dzimedo, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Kouidoyor Afiwa née Gafah, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Montant Méhinnou Anani, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Dagoh Komlan Odah Fonsi, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Kpatcha Bédéma, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Kpiagou Kolani, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Amoussou Mitchikpè Koffi Sowoutou, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Johnson Akossouwavi Madjé, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Kwadzo Yawo Koudzra, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Yovo Abra Délali née Wawora, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — N'Dore Tangayou-Sim Adakpouyi, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Goga Koami Madu Dolah, professeur de 3e classe 1er échelon
- 13- 9-77 — Dogbo Yao Mawuko, professeur de 3e classe 1er échelon
- 30- 9-77 — Agbezouhlon Amégan Améméliot, professeur de 3e classe 1er échelon
- 1-10-77 — Minh-Sah Tagba Essolakna, professeur de 3e classe 2e échelon
- 4-10-77 — Amouzou Koami Aziagbédé, professeur de 3e classe 2e échelon

- 7-10-77 — Armah Foli Adjaka, professeur de 3e classe 1er échelon
- 11-10-77 — Banyabana Yao, professeur de 3e classe 1er échelon
- 15-10-77 — Koffi Kouassi Léwi Ekpé, professeur de 3e classe 2e échelon
- 18-10-77 — Kokovena Esinam Afi, professeur de 3e classe 1er échelon
- 25-10-77 — Agbodji Adadé M. Akpagla Némé, professeur de 3e classe 1er échelon
- 26-10-77 — Kudjoh Ayi Biova, professeur de 3e classe 1er échelon
- 9-11-77 — Franck Kristoto Elom, professeur de 3e classe 2e échelon
- 10-11-77 — Bawea Tékpasaga Djeo Koban, professeur de 3e classe 1er échelon
- 24-11-77 — Tanta Tokoula, professeur de 3e classe 1er échelon
- 30-11-77 — Tokanou Messan, professeur de 3e classe 1er échelon
- 3-12-77 — Olympio Akitikori Moreniké, professeur de 3e classe 2e échelon
- 9-12-77 — Dapam Mu-Lé Edo, professeur de 3e classe 1er échelon
- 14-12-77 — Kabraitchuka Essozimna née Péré, professeur de 3e classe 2e échelon
- 18- 1-78 — Assiobo-Tipoh Kodjo Messan, professeur de 3e classe 1er échelon
- 15- 2-78 — Raven Sonanyon Akouvi née Saisonou, professeur de 3e classe 2e échelon
- 15- 2-78 — Dossou Ayovi, professeur de 3e classe 2e échelon
- 11- 7-78 — Kogoe Akrima, professeur de 3e classe 2e échelon
- 18- 7-78 — Lawson Latévi (Jackson Alfred), professeur de 3e classe 1er échelon.

Cadre des professeurs certifiés (catégorie A2)

- 28-11-76 — Eklou Akpaka (Antoine), professeur de 3e classe 1er échelon.

Détachement

Arrêté n° 497-MTFP du 29-5-79. — M. Amedegnato Viwassi Kokou, rédacteur en chef de 1ère classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, précédemment en service à la radiodiffusion de Lomé, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO).

Durant la période du détachement les émoluments de M. Amedegnato ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo, seront à la charge de l'Editogo.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 30 janvier 1979.

Absence irrégulière

Décision n° 550/MTFP du 19-3-79 — Est constatée pour compter du 3 janvier 1979, l'absence irrégulière de son poste de M. Kumapley Koffi Tonyéviadzi, professeur technique commerciale au lycée technique Eyadéma de Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun salaire.

Révocation

Arrêté n° 527/MTFP du 29-5-79 — M. Amey Koffi Efoé, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon, en service au secrétariat principal des bourses, stages et examens au ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est révoqué de ses fonctions pour faute grave commise dans le service.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 496/MTFP du 29-5-79 — M. Ahossou Adjéson Kouma, gardien de la paix 4^e échelon, du corps des fonctionnaires de la police, révoqué de ses fonctions suivant arrêté n° 37-INT-DSN-DAPM du 10 mars 1977, est rappelé à l'activité pour compter du 12 mars 1979 (chapitre 14, article 7 du budget général).

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'intérieur pour compter de la même date.

Retraite

Arrêté n° 516-MTFP du 30-5-79 — Les fonctionnaires ci-après désignés, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} juillet 1979 :

Ministère de l'aménagement rural

NAPOE Kpandja, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon.

Ministère de l'intérieur

AWLIME Kodjo, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle.

Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture

EKUE Folly (Godfried), secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle.

Ministère de la santé publique

ADEKAMBI Kodjo, infirmier d'Etat principal de classe exceptionnelle.

(Togopharmas)

DOVI Akouétè (Jacob), adjoint administratif principal de classe exceptionnelle.

SEGBOR (Joseph), agent technique principal 2^e échelon.

Ministère de l'éducation nationale

OLYMPIO Yaovi Fokokoé Elekm, professeur de 1^{re} classe 2^e échelon.

MENSAH Séwa (Francis), instituteur principal de C. E.

MISSOHO A. A. Ananih (Antoine), instituteur-adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon.

KOUEVIDJIN Eppou (Philippe), moniteur de C. E.

Ministère des finances et de l'économie

EKLU-NATEY Ekoua, contrôleur des impôts de 2^e cl. 4^e éch.

LASMOTHEY Kokouvi, adjoint administratif principal 2^e échelon

Ministère des travaux publics, des postes et télécommunications

DJADOO Kokou, préposé principal de classe exceptionnelle

GERALDO Nouraini, contrôleur de 1^{re} classe 2^e échelon.

KUNAKKEY Aghelessessi, (Jean), contrôleur de 1^{re} classe 3^e échelon.

Ministère du commerce et des transports

ADJIGNON Mawounou, adjoint administratif principal de C. E.

AKOMATSRI Young Messan, contremaître principal de C. E.

DATE Danté (Mathieu), adjoint administratif de C. E.

DOVI Akouété (Max), adjoint administratif principal de C. E.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Nominations

Décision n° 90-MSP du 7/6/79 — M. Zozo Kossi, assistant médical, option génie sanitaire, est nommé chef du service de l'assainissement de la région des plateaux à Atakpamé.

M. Zozo Kossi peut prétendre aux indemnités de fonctions et de véhicule.

La présente décision a effet pour compter du 23 décembre 1977.

Décision n° 91-MSP du 7/6/79 — M. Molley Koffi Setoawunam, assistant médical, option génie sanitaire, est nommé chef du service de l'assainissement de la région central à Sokodé.

M. Molley Koffi Setoawunam peut prétendre aux indemnités de fonctions et de véhicule.

La présente décision a effet pour compter du 23 décembre 1977.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ARRETE N° 24/MENRS du 5 juin 1979 portant organisation, fonctionnement et attributions de la direction de la formation permanente de l'action et de la recherche pédagogique.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 sur la réforme de l'enseignement ;

Vu le décret n° 70-156 du 14 septembre 1970 portant création de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 72-181 du 5 septembre 1972 portant création à l'université du Bénin des écoles supérieures d'agronomie, de mécanique industrielle, d'administration, des techniques économiques des gestions et de commerce, et de l'institut national des sciences de l'éducation ;

Vu le décret n° 72-185 du 5 septembre 1972 fixant les attributions des écoles chargées de la formation des professeurs ;

Vu le décret n° 79-126 du 5 avril 1979 portant création d'une direction de la formation permanente, de l'action et de la recherche pédagogique ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Sur proposition du conseil supérieur de l'éducation nationale ;

Vu les nécessités de service,

A R R E T E :

Chapitre premier — STRUCTURES — ORGANISATION

Article premier — La direction de la formation permanente, de l'action et de la recherche pédagogique est structurée en divisions :

- 1°) — Division du perfectionnement et du recyclage ;
 - 2°) — Division des programmes, des méthodes et de la recherche pédagogique
 - 3°) — Division de la formation préprofessionnelle ;
 - 4°) — Division de la production
 - 5°) — Division des activités périscolaires ;
 - 6°) — Division de la documentation et de l'information pédagogique ;
- Chacune de ces divisions comporte une ou plusieurs sections, (cf organigramme).
- D'autres divisions ou sections peuvent être créées en cas de besoin.

Art. 2 — Chacune de ces divisions est confiée à un chef de division placé sous l'autorité du directeur.

Art. 3 — En cas de besoin, des centres régionaux de recherche d'action pédagogique peuvent être créés.

Art. 4 — Des arrêtés ministériels précisent l'organisation et le fonctionnement de ces divisions.

Art. 5 — Les directeurs des centres régionaux sont nommés par arrêté du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 6 — La direction de la formation permanente comprend outre le directeur,

- un directeur-adjoint
- un secrétaire principal
- les chefs de divisions
- le chef du personnel, du budget et du parc automobile.

Chapitre Deuxième — ATTRIBUTIONS — FONCTIONNEMENT

Article 7 — Le Service de la formation permanente, de l'action et de la recherche pédagogique est chargé de l'amélioration qualitative et quantitative de l'éducation.

A cet effet, il procède :

— à la recherche pédagogique et à l'adaptation permanente des méthodes et programmes d'enseignement aux réalités et aux besoins du Pays.

— au perfectionnement et au recyclage du personnel enseignant par des stages de recyclages des séminaires, des cours par correspondance, des émissions à la radio, des publications.

— à la formation pratique pré-professionnelle du personnel de l'enseignement.

— au rassemblement des moyens d'information et de documentation pédagogiques, administratives : à leur diffusion, à leur distribution aux fins d'éducation ou d'équipement des classes.

Art. 8 — Le service de la formation permanente est l'organe de coordination des activités de recherche pédagogique entreprises au niveau des services ou des institutions relevant du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 9 — Il entretient des relations avec les services ou organismes togolais ou étrangers ayant des activités analogues aux siennes.

Art. 10 — La vie administrative, financière et morale du service de la formation permanente, de l'action et de la recherche pédagogique est du domaine de la responsabilité et de l'autorité du directeur qui note les fonctionnaires et les agents placés sous son autorité, propose au ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique leur nomination, leur promotion, leur mutation, leurs sanctions.

Art. 11 — Le directeur prépare tous les textes relatifs à la vie pédagogique des sections de formation pratique pré-professionnelle en collaboration avec l'institut national des sciences de l'éducation et les directeurs d'enseignements intéressés.

Art. 12 — Le directeur fournit à la fin de l'année scolaire un rapport annuel d'activité au ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 13 — L'adjoint au directeur est le collaborateur direct de celui-ci ; il le supplée en cas de besoin. Il est nommé par arrêté du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 14 — Le secrétaire principal est placé sous l'autorité directe du directeur et l'aide dans les tâches administratives. Il est chef du secrétariat.

Art. 15 — Les chefs de division sont chargés d'animer les activités des sections placées sous leur responsabilités. Ils travaillent en collaboration mutuelle entre eux.

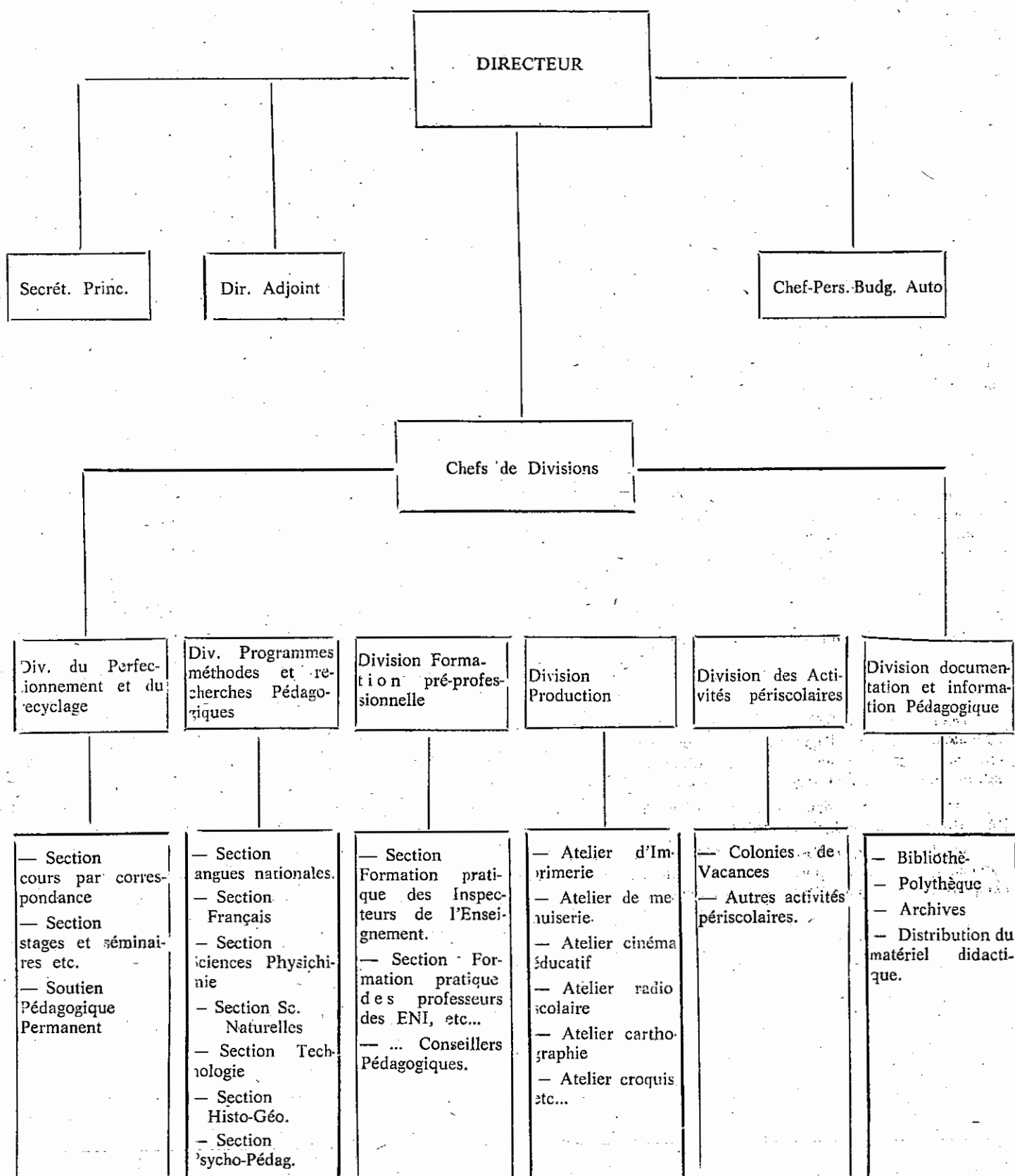
Art. 16 — Le chef du personnel, du budget et du matériel est placé sous l'autorité du directeur. Il prépare le budget, surveille son exécution, gère la comptabilité et le personnel. Il est responsable de tous les véhicules du service. Il veille à l'entretien de tout le matériel et surveille son utilisation ; il dirige l'équipe des chauffeurs.

Art. 17 — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures ayant les mêmes objectifs que le présent arrêté notamment l'arrêté n° 15-MEN du 9 novembre 1968 portant création de l'institut pédagogique national (IPN) ; la désignation d'un directeur de l'école et la vie ; la désignation d'un directeur de la formation des formateurs.

Art. 18 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 juin 1979

B. ALASSOUNOUMA

ORGANIGRAMME DE LA DFP — ARP

Nomination

Arrêté n° 26-MEN-RS du 6-6-79 — M. Ashiabor Kwassi, inspecteur de l'enseignement du troisième degré de Lomé-Commune, est nommé cumulativement avec ses fonctions, inspecteur de l'enseignement du troisième degré de la région maritime.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 13-6-79 à l'arrêté n° 17/MEN/RS du 9 avril 1979 portant nomination

Au lieu de :

M. Kagnolima Nangbang Marira, professeur à l'école normale supérieure d'Atakpamé est nommé directeur du service de la documentation, de l'information et de l'orientation scolaires, universitaires et professionnelles, en remplacement de M. Afandémon Adodo appelé à d'autres fonctions.

Lire :

M. Kagnolima Nangbang Marira, professeur à l'école normale supérieure d'Atakpamé est nommé directeur du service de la documentation, de l'information et de l'orientation scolaires, universitaires et professionnelles, en remplacement de M. Afandémon Adodo appelé à d'autres fonctions.

Le reste sans changement.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nomination

Décision n° 184-MDR du 13-5-79 — M. Lekezime Pakoubatcho, ingénieur d'agriculture (A2) de 2e classe 2e échelon est nommé directeur du projet d'intensification de la culture attelée dans la région de la Kara.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 22, article 23 du budget général.

Conformément à l'accord n° 698-0410-18/USAID, M. Lekezime est désigné pour agir en qualité de représentant du gouvernement pour l'ensemble des opérations de décaisse-

ment et utilisation des crédits affectés au projet, suivant les modalités prévues à cet effet.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DES MINES ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Autorisation d'installation d'un dépôt d'explosifs

Arrêté n° 5-MIMREH-DMG-SEC du 12-6-79 — La société des ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMA O) est autorisée à installer à Tabligbo, un dépôt d'explosifs composé au maximum de dix (10) tonnes de dynamite gomme et plus généralement de trois (3) tonnes de dynamite gomme et de sept (7) tonnes d'explosifs nitrés.

La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

Le permissionnaire est tenu de respecter les prescriptions des arrêtés n°s 494-51/TP et 495-51/TP du 16 juillet 1951.

Les infractions aux dispositions de l'arrêté n° 494-51/TP du 16 juillet 1951 sont punies de peines prévues à l'article 15 de la loi du 30 mai 1950.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte de la copie du titre foncier n° 2561 du territoire du Togo, Vol. XIV F° 35 appartenant au sieur HOUNKPATI (Jean), cultivateur et chef du village d'Avédjé (Akposso-Sud).

(Pour deuxième insertion)